

"Par la petite porte" dans Der Spiegel (23 avril 1990)

Légende: Le 23 avril 1990, le magazine allemand Der Spiegel analyse les réactions des partenaires européens de la République fédérale d'Allemagne (RFA) face à l'éventuelle adhésion de la République démocratique allemande (RDA) aux Communautés européennes.

Source: Der Spiegel. Das Deutsche Nachrichten-Magazin. Hrsg. Augstein, Rudolf ; Herausgeber Funk, Werner; Kilz, Werner. 23.04.1990, Nr. 17; 44. Jg. Hamburg: Spiegel Verlag Rudolf Augstein GmbH. "Durch die Hintertür", p. 35-39.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.
Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/par_la_petite_porte_dans_der_spiegel_23_avril_1990-fr-a8bbc7c8-cb04-44cf-a9d5-a07f699933e6.html

Date de dernière mise à jour: 06/07/2016



Par la petite porte

L'entrée de la RDA dans la Communauté européenne ne va pas sans poser de problèmes, contrairement à ce que croyait le commissaire européen Jacques Delors. L'angoisse et la colère montent chez les partenaires.

Pour Martin Bangemann, dès le mois de mars, «la question était pratiquement résolue au niveau politique». Avant une rencontre des députés européens, le libéral envoyé à la Commission à Bruxelles par le ministère fédéral allemand de l'Économie était plein d'optimisme: aucun pays membre ne s'opposait à l'entrée de la RDA – en tant que partie de l'Allemagne réunifiée – dans la Communauté européenne. Seules quelques «questions techniques» restaient encore à résoudre.

La version de Bonn était alors tout à fait semblable: «l'accession de la RDA», c'est-à-dire son adhésion selon l'article 23 de la Loi fondamentale, ne poserait pas de problème du point de vue européen, d'après un rapport des juristes du ministère des Affaires étrangères. La République fédérale, membre de la Communauté européenne, reste partie contractante même avec une plus grande surface, même dotée d'«un plus grand nombre de Länder».

Depuis peu, on assiste à une baisse de l'optimisme à Bonn et à Bruxelles. Depuis que des spécialistes de la Commission et des ministères ont commencé à effectuer des analyses précises, on en vient à la conclusion qu'il va être difficile de regrouper les États allemands de manière conforme aux règles communautaires. Un différend se dessine déjà entre Bonn et ses partenaires, Margaret Thatcher, Premier ministre britannique, et François Mitterrand, président de la République française et ami socialiste d'Helmut Kohl.

Contre toute attente, même Jacques Delors se met à anticiper des «problèmes considérables». Le président de la Commission européenne, qui, au cours des mois qui précèdent, avait laissé la porte de la CE grande ouverte à l'Allemagne dans sa globalité, a émis cet avertissement: «La période de difficultés ne fait que commencer».

À la fin de cette semaine, les douze chefs de gouvernement vont se réunir à Dublin pour s'occuper pour la première fois du «cas particulier» allemand, selon Jacques Delors. D'après une analyse de la Commission, la «présence active» des États de la CE sur la «scène intérieure allemande» est maintenant indispensable, car le sujet est des plus complexes:

- En ce qui concerne la politique agricole, il faut modifier les prix et les quotas de production et rouvrir les négociations des années précédentes.
- Environ 2 300 accords commerciaux en vigueur de la RDA avec ses partenaires du Comecon sont contraires aux règles du commerce extérieur de la CE.
- Les contributions financières de Bonn au profit des entreprises et des secteurs en difficulté en RDA doivent être autorisées par Bruxelles.
- Le nouveau membre partiel qu'est la RDA ne pourra pas respecter pendant longtemps les normes européennes en matière de protection de l'environnement, par exemple en ce qui concerne les taux maximums de gaz d'échappement des automobiles.

Certes, Bonn, Bruxelles et les différents partenaires se sont accordés sur le fait que le traité de Rome instituant la Communauté ne sera pas modifié, contrairement aux termes de l'adhésion de l'Espagne et du Portugal. Cependant, les conditions d'adhésion de la RDA «par la petite porte», selon un commissaire, doivent être négociées, et un accord doit être trouvé sur les règles d'exception et de transition, exactement comme s'il s'agissait d'un nouveau membre.

Le processus qui doit s'achever en quelques mois seulement a duré 8 ans pour l'Espagne et le Portugal. Les négociations les plus âpres concernent surtout l'agriculture: selon un rapport de la Commission, l'adhésion de la RDA augmenterait encore plus l'excédent de production. Il faut s'attendre à ce que le budget de la

Communauté soit grevé de deux à trois milliards de marks supplémentaires.

Les estimations de Bruxelles prévoient qu'environ 30 % des personnes qui travaillaient jusqu'ici dans l'agriculture en Allemagne de l'Est vont se retrouver au chômage. En effet, actuellement, les coopératives de production agricole doivent employer deux fois plus de main d'œuvre qu'en République fédérale pour obtenir des rendements comparables.

Le rendement laitier par vache et la performance de ponte par poule sont de 20 à 25 % inférieurs à ceux de la République fédérale. Les prix à la production des produits agricoles sont beaucoup plus élevés en RDA: 1,71 Ost-Mark (marks de l'Est) le litre de lait (RFA: 0,78 mark), 900 Ost-Mark pour 100 grammes de viande de porc (RFA: 330 marks).

Selon une analyse du ministre des Finances de Bonn, «il est actuellement impossible de voir à quoi pourrait ressembler une réglementation pour compenser la différence de prix dans les échanges de marchandises (agricoles) avec la RDA». Car il manque la condition décisive à toutes les règles traditionnelles de compensation: «au moins une limite économique».

Pour protéger l'agriculture est-allemande du beurre de Hollande à prix réduit et du blé de France meilleur marché, Ignaz Kiechle, le ministre de l'Agriculture, demande la création d'une «frontière verte» pour une durée minimale de trois à cinq ans. Mais personne ne sait comment cela peut fonctionner concrètement.

L'entrée de la RDA pourrait également relancer les débats concernant les prix agricoles et les quotas de production dans toute l'Europe. Les occasions ne manquent pas: cette semaine, les agriculteurs de France, de Hollande et de la RFA veulent manifester au sujet de leurs revenus. Dans le cas où l'on déciderait aujourd'hui de fixer des quotas de production supplémentaires pour la RDA, il faudrait peut-être rouvrir le dossier des stabilisateurs, qui avait été enfin clos après de longues négociations nocturnes. Car la RDA arrive sur le marché européen avec 11 millions de tonnes de céréales et 8 millions de tonnes de lait. Cela suffit pour que les ministres de l'Agriculture envisagent soit uniquement de relever les limites supérieures de la Communauté, c'est-à-dire 160 millions de tonnes de céréales, 100 millions de tonnes de lait, en intégrant les chiffres de la RDA, soit de profiter de cette occasion favorable pour obtenir des possibilités de production supplémentaires pour leurs propres agriculteurs.

Tout cela va coûter beaucoup d'argent, et pas seulement au trésorier allemand. Certes, les contributions fédérales de la CE devraient augmenter d'environ 10 %, ce qui représente une hausse d'environ 2,5 milliards de marks. Mais, en contrepartie, environ 3 à 4 milliards de marks provenant du Fonds agricole, régional et social reviendront à la RDA, selon les premières estimations. Les Britanniques, les Français et les Italiens doivent combler l'écart et ils ne sont pas vraiment disposés à le faire. D'ailleurs, Margaret Thatcher essaie déjà de mettre en position de tir les pays du sud subventionnés par le Royaume-Uni.

Londres et Paris ont aussi pris note avec agacement de la ruée des entreprises ouest-allemandes sur les combinats de l'Allemagne de l'Est. Le fait que Volkswagen et Daimler, Allianz et la Deutsche Bank souhaitent occuper seuls le nouvel espace économique sape le moral de nos voisins. Sir Leon Brittan, émissaire britannique à la Commission européenne, déclare: «Personne ne peut avoir d'intérêt à ce que le monopole public soit remplacé par un monopole privé.»

Les partenaires européens soupçonnent que ce ne sont pas les avantages de la situation historico-géographique, mais les combines de Bonn qui sont responsables du fait que l'économie ouest-allemande a l'intention d'occuper seule le marché de l'Est. Et ils ne veulent pas l'accepter sans rien faire.

Il faut refuser le souhait de Bonn de pouvoir continuer à l'avenir, avec l'assentiment de Bruxelles, à injecter des milliards dans la subvention des zones limitrophes et l'aide à Berlin. Et à partir de juillet, lorsque l'union économique et monétaire germano-allemande sera effective, Leon Brittan, le commissaire européen habilité, souhaite contrôler la totalité des subventions de Bonn qui ont afflué en RDA.

Cette colère est à mettre sur le compte du gouvernement de Bonn lui-même. Certes, le chancelier Helmut

Kohl n'a cessé de rapporter à ses collègues européens que «le parallèle entre l'unité allemande et l'intégration européenne» était pour lui «de la plus haute importance».

De plus, Kohl a proposé que la nouvelle Allemagne ne fasse pas valoir son droit à bénéficier d'un troisième commissaire à Bruxelles et qu'elle ne demande pas un nombre de voix plus élevé au Conseil des ministres, l'organe de décision de la CE. Au Parlement européen, à Strasbourg, les Allemands se contenteront également du nombre actuel de députés malgré les 16 millions de concitoyens supplémentaires qui s'ajouteront lors de la réunification.

Cependant, le gouvernement fédéral allemand n'a pas été très actif pour dissiper les craintes de la domination allemande ressenties à l'étranger. Les députés européens de Strasbourg ont constaté avec irritation qu'ils étaient largement exclus du processus d'adhésion de la RDA. Contrairement à l'élargissement de la CE vers le sud avec l'adhésion de l'Espagne et du Portugal, l'assentiment du Parlement n'est pas demandé; les conditions de l'adhésion sont négociées entre les bureaucrates de Bonn et la Commission de Bruxelles et décidées par le Conseil des ministres spécialisés.

Les experts de Bonn trouvent que c'est très bien comme ça. La chose est déjà compliquée et de nombreux détails sont encore «complètement flous», se plaint un fonctionnaire.

Mais que va-t-il par exemple advenir des 43 bateaux de la flotte de pêche hauturière de la RDA? Auront-ils encore le droit de pêcher? Où iront les 300 000 tonnes de sucre que la RDA achète tous les ans à Cuba? Et enfin: «Que va-t-il advenir du protocole relatif aux bananes?»

Le consommateur européen moyen préfère, en raison d'une publicité massive, la «banane dollar», issue des plantations sud-américaines des multinationales américaines. Mais à l'instigation des Britanniques, des Français et des Espagnols, seule une quantité limitée de ces bananes peut être importée afin de protéger les bananes, généralement petites et discrètes, de leurs anciennes colonies.

Les habitants de RDA, grands amateurs de bananes, pourraient mettre à nouveau en danger l'accord gagné de haute lutte: personne ne sait quel goût gagnera, de celui d'Amérique latine ou d'Afrique, entre la Poméranie occidentale et la Thuringe.